

Unité départementale d'Eure-et-Loir
15 Place de la République
28019 Chartres

Chartres, le 07/07/2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 04/06/2025

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

GROUPE VESSIERE

10 Rue Berthie Albrecht
94400 Vitry-Sur-Seine

Références : 20250249
Code AIOT : 0010000476

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 04/06/2025 dans l'établissement GROUPE VESSIERE implanté 24 RUE DES OSMEAUX ZI DES CHATELETS 28100 DREUX. L'inspection a été annoncée le 04/04/2025. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- GROUPE VESSIERE
- 24 RUE DES OSMEAUX ZI DES CHATELETS 28100 DREUX
- Code AIOT : 0010000476
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La société Vessière Recyclage exploite des installations de transit, regroupement ou tri de métaux

ou de déchets de métaux. La société est également titulaire d'un agrément Centre VHU délivré par arrêté préfectoral dont la dernière reconduction est en date du 30/09/2024.

Thèmes de l'inspection :

- AN25 PFAS TOP 99%

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une précédente inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
4	4. Définition d'un plan d'action de suppression/réduction des PFAS	Code de l'environnement du 08/01/2020, article L. 181-14	/	Demande d'action corrective	60 jours
5	5. Mesures d'investigation	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 2	/	Demande d'action corrective	60 jours
11	Moyens de lutte contre l'incendie	Arrêté Ministériel du 26/11/2012, article 20	Susceptible de suites	Demande de justificatif à l'exploitant	60 jours
13	Plan d'alerte et de secours	Arrêté Ministériel du 26/03/2012, article 22	Susceptible de suites	Demande de justificatif à l'exploitant	60 jours
14	Consignes d'exploitation et de sécurité	Arrêté Ministériel du 26/03/2012, article 24	Susceptible de suites	Demande de justificatif à l'exploitant	60 jours
16	Installations électriques	AP Complémentaire du 08/10/2019, article 8.4.2	Susceptible de suites	Demande de justificatif à l'exploitant	60 jours
18	Prévention du risque inondation	AP Complémentaire du 08/10/2019, article 4.1.1.4	Susceptible de suites	Demande d'action corrective	60 jours

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une précédente inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	1. Déclaration	Arrêté Ministériel du	/	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une précédente inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
	des résultats GIDAF	20/06/2023, article 4		
2	2. Rejets aqueux de PFOS	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 32	/	Sans objet
3	3. Liste des substances PFAS	Arrêté Ministériel du 20/06/2023, article 2	/	Sans objet
6	6. Mesures de suppression/réduction	Code de l'environnement du 25/08/2021, article L. 110-1+ L.523-6-1	/	Sans objet
7	7. Mesures de surveillance	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 2	/	Sans objet
8	8. Emulseurs . Interdiction du PFOS (acide perfluorooctane sulfonique)	Règlement européen du 20/06/2019, article Article 3 et annexe I du règlement 2019/1021 concernant les polluants organiques persistants	/	Sans objet
9	Transfert transfrontalier de déchet	Règlement européen du 14/06/2006, article 16	Susceptible de suites	Sans objet
10	Transport et destination des déchets	Arrêté Ministériel du 31/05/2021, article 2	Susceptible de suites	Sans objet
12	Attestation de capacité	Arrêté Ministériel du 02/05/2012, article 14 - Annexe I	Susceptible de suites	Sans objet
15	Stockage des déchets	AP Complémentaire du 08/10/2019, article 5.3.4	Susceptible de suites	Sans objet
17	Entretien du séparateur d'hydrocarbures	AP Complémentaire du 08/10/2019, article 4.3.4	Susceptible de suites	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Les constats relevés lors de cette inspection sont détaillés dans les tableaux ci-dessous.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : 1. Déclaration des résultats GIDAF

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 20/06/2023, article 4
Thème(s) : Actions nationales 2025, Restitution correcte des résultats sur GIDAF
Prescription contrôlée : L'exploitant transmet les résultats commentés de ces campagnes d'analyse, par voie électronique, à l'inspection des installations classées au plus tard le dernier jour du mois suivant chaque campagne. Ces résultats sont transmis conformément à l'arrêté du 28 avril 2014 susvisé.
Constats : Vues les trois déclarations téléversées dans l'application Gidaf : les déclarations sont complètes et ne présentent pas d'erreur de saisie. Les résultats sont repris dans la base de données publiée sur le site de la DREAL. Pas d'écart constaté
Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : 2. Rejets aqueux de PFOS

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 32

Thème(s) : Actions nationales 2025, Respect de la valeur limite d'émission en PFOS de 25 µg/L

Prescription contrôlée :

4 - Autres substances dangereuses entrant dans la qualification de l'état des masses d'eau
Par ailleurs, pour toutes les autres substances susceptibles d'être rejetées par l'installation, les eaux résiduaires rejetées au milieu naturel respectent les valeurs limites de concentration suivantes : [...]

Acide perfluorooctanesulfonique et ses dérivés* (PFOS) (45298-90-6 ; 6561) ≤ 25 µg/l

Les substances dangereuses marquées d'une * dans le tableau ci-dessus sont visées par des objectifs de suppression des émissions et doivent en conséquence satisfaire en plus aux dispositions de l'article 22-2-III du présent arrêté.

Constats :

Vus les résultats des analyses renseignés dans l'application Gidaf : les concentrations en PFOS sont élevées mais inférieure à la Valeur Limite d'Émission durant les 3 campagnes

	12/6/24		12/9/24		10/12/24			
Volume moyen	28,3	14,9	25,5					

moyen journalier (m3/j)								
Paramètre (code SANDRE) [numéro CAS]	Concentration (µg/L)	Flux massique (g/j)	Concentration (µg/L)	Flux massique (g/j)	Concentration (µg/L)	Flux massique (g/j)	concentration moyenne des 3 campagnes (µg/l)	flux moyen (g/j)
A O F (8986)	< 20		1234	18,4	15,9	0,4	16	9
P F B A (5980) [3 7 5 - 2 2 - 4]	0,07	0,00	0,05	0,00	0,0	0,0	0,05	0,0
P F P e A (5979) [2706-90-3]	0,08	0,00	0,11	0,00	0,1	0,0	0,09	0,0
P F H x A (5978) [3 0 7 - 2 4 - 4]	0,21	0,01	0,12	0,00	0,1	0,0	0,15	0,0
P F H p A (5977) [3 7 5 - 8 5 - 9]	0,05	0,00	0,03	0,00	0,0	0,0	0,04	0,0
P F O A (5347) [3 3 5 - 6 7 - 1]	0,10	0,00	0,07	0,00	0,1	0,0	0,08	0,0

P F B S (6025) [3 7 5 - 7 3 - 5]	0,09	0,00	0,05	0,00	0,0	0,0	0,06	0,0
P F P e S (8738) [2706- 91-4]	0,07	0,00	0,03	0,00	0,0	0,0	0,05	0,0
P F H x S (6830) [3 5 5 - 4 6 - 4]	0,52	0,01	0,25	0,00	0,4	0,0	0,38	0,0
P F H p S (6542) [3 7 5 - 9 2 - 8]	0,09	0,00	0,02	0,00	0,1	0,0	0,05	0,0
P F O S (6561) [1763- 23-1]	7,00	0,20	1,50	0,02	3,53	0,09	4,0	0,10
Somme des 20 PFAS	8,27	0,23	2,22	0,03	4,4	0,1	5,0	0,13
M E S (1305)	32 000	906	8 300	124	17 000	434	19 100	488
D C O (1314)	100 000	2 830	53 000	790	92 000	2 346	81 667	1989
C Orga (1841)	35 000	991	20 000	298	26 000	663	27 000	651
F -	190	5	150	2	180	5	173	4

(7073) [16984-48-8]								
Pas d'écart constaté								
Type de suites proposées : Sans suite								

N° 3 : 3. Liste des substances PFAS

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 20/06/2023, article 2
Thème(s) : Actions nationales 2025, Réalisation et tenue à jour de la liste de PFAS
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant d'une installation mentionnée à l'article 1er établit, sous trois mois, la liste des substances PFAS utilisées, produites, traitées ou rejetées par son installation, ainsi que des substances PFAS produites par dégradation. Il tient cette liste à jour à la disposition de l'inspection des installations classées.</p> <p>Si de telles substances ont été utilisées, produites, traitées ou rejetées avant l'entrée en vigueur du présent arrêté, elles sont également mentionnées en tant que telles dans la liste, ainsi que la date à laquelle elles sont susceptibles d'avoir été rejetées.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant déclare n'avoir identifié aucun produit/équipant utilisant des Pfas sur son site en dehors des extincteurs portables. Certains déchets sont toutefois susceptibles de contenir des Pfas sans qu'il ne soit possible de préciser exactement les déchets concernés ni les substances associées. L'inspection précise qu'en l'absence de possibilité d'identifier les types de substances potentiellement rejetés, il convient de rechercher a minima les 20 Pfas « AEP » et les 8 Pfas « optionnels » mentionnés à l'arrêté du 20 juin 2023 et que le retour d'expérience permet de cibler également certaines molécules associées spécifiquement aux émulseurs récents. Ces substances devront faire l'objet de suivi pour les campagnes à venir dans le cadre du plan d'action attendu.</p> <p>Pas d'écart constaté</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 4 : 4. Définition d'un plan d'action de suppression/réduction des PFAS

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 08/01/2020, article L. 181-14
Thème(s) : Actions nationales 2025, Elaboration du plan d'action pour supprimer/réduire
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Toute modification substantielle des activités, installations, ouvrages ou travaux qui relèvent de l'autorisation environnementale est soumise à la délivrance d'une nouvelle autorisation, qu'elle intervienne avant la réalisation du projet ou lors de sa mise en œuvre ou de son exploitation. En dehors des modifications substantielles, toute modification notable intervenant dans les</p>

mêmes circonstances est portée à la connaissance de l'autorité administrative compétente pour délivrer l'autorisation environnementale dans les conditions définies par le décret prévu à l'article L. 181-32.

L'autorité administrative compétente peut imposer toute prescription complémentaire nécessaire au respect des dispositions des articles L. 181-3 et L. 181-4 à l'occasion de ces modifications, mais aussi à tout moment s'il apparaît que le respect de ces dispositions n'est pas assuré par l'exécution des prescriptions préalablement édictées.

Constats :

L'exploitant ne dispose pas de plan d'action pour réduire les rejets aqueux de Pfas. Il précise toutefois qu'il prévoit de missionner le bureau d'étude EACM pour définir et mettre en œuvre un plan d'action visant à réduire ou supprimer les rejets de Pfas.

Constat : L'exploitant ne dispose pas plan d'action Pfas.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat formulé. En cas de sollicitation de délais de mise en œuvre des actions correctives en réponse à ce constat, l'exploitant transmet à l'inspection des installations classées un plan d'action dûment motivé.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 60 jours

N° 5 : 5. Mesures d'investigation

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 2

Thème(s) : Actions nationales 2025, Recherche des causes des émissions en PFAS et/ou en AOF

Prescription contrôlée :

L'exploitant prend les dispositions nécessaires dans la conception l'aménagement, l'entretien et l'exploitation des installations pour :

-prévenir l'émission, la dissémination ou le déversement, chroniques, directs ou indirects, de matières ou substances qui peuvent présenter des dangers ou inconvénients pour les intérêts protégés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement.

Constats :

L'exploitant n'a pour le moment mis en œuvre aucune mesure d'investigation pour identifier les sources potentielles de Pfas. Il précise que dans le cadre de son plan d'action, des recherches seront conduites notamment sur les casiers à risques et que de nouvelles mesures en sortie d'installation de traitement des eaux seront réalisées, une fois ces installations curées.

Constat : L'exploitant n'a pas conduit d'investigation pour expliquer la présence de Pfas.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat formulé. En cas de sollicitation de délais de mise en œuvre des actions correctives en réponse à ce constat, l'exploitant transmet à l'inspection des installations classées un plan d'action dûment motivé.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 60 jours

N° 6 : 6. Mesures de suppression/réduction

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 25/08/2021, article L. 110-1+ L.523-6-1
Thème(s) : Actions nationales 2025, Mise en œuvre de mesures de réduction/suppression des rejets
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L. 110-1 :</p> <p>1° Le principe de précaution, selon lequel l'absence de certitudes, compte tenu des connaissances scientifiques et techniques du moment, ne doit pas retarder l'adoption de mesures effectives et proportionnées visant à prévenir un risque de dommages graves et irréversibles à l'environnement à un coût économiquement acceptable.</p> <p>L. 523-6-1 /</p> <p>La France se dote d'une trajectoire nationale de réduction progressive des rejets aqueux de substances perfluoroalkylées et polyfluoroalkylées des installations industrielles, de manière à tendre vers la fin de ces rejets dans un délai de cinq ans à compter de la promulgation de la loi n° 2025-188 du 27 février 2025 visant à protéger la population des risques liés aux substances perfluoroalkylées et polyfluoroalkylées.</p> <p>Cette trajectoire, la liste des substances concernées ainsi que les modalités de mise en œuvre du présent article sont précisées par décret.</p> <p>Constats :</p> <p>L'origine des PFAS n'étant pas encore caractérisée, l'exploitant indique qu'il est prématuré d'envisager la mise en place de mesures de réduction ou de suppression des rejets. Ces mesures ne pourront être définies qu'à l'issue du plan d'action.</p> <p><i>Pas d'écart constaté, à ce stade des investigations.</i></p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 7 : 7. Mesures de surveillance

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 2
Thème(s) : Actions nationales 2025, Surveillance des rejets aqueux de l'établissement
Prescription contrôlée :

<p>L'exploitant prend les dispositions nécessaires dans la conception l'aménagement, l'entretien et l'exploitation des installations pour :</p> <ul style="list-style-type: none"> - respecter les valeurs limites d'émissions pour les substances polluantes ; - gérer les effluents et déchets en fonction de leurs caractéristiques et réduire les quantités rejetées ;
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant indique qu'il n'a pas encore fait de nouvelles campagnes de suivi. De nouvelles campagnes de suivi seront prévues de manière synchrone aux campagnes prévues dans les arrêtés d'autorisation du site, à l'issue de la mise en œuvre du plan d'action. Les boues issues du curage seront caractérisées afin de pouvoir les orienter vers les filières adaptées et identifier si elles étaient à l'origine de relargage de Pfas dans les rejets aqueux.</p> <p><i>Pas d'écart constaté, à ce stade des investigations</i></p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 8 : 8. Emulseurs . Interdiction du PFOS (acide perfluorooctane sulfonique)

<p>Référence réglementaire : Règlement européen du 20/06/2019, article Article 3 et annexe I du règlement 2019/1021 concernant les polluants organiques persistants</p>
<p>Thème(s) : Actions nationales 2025, PFAS dans les mousses anti-incendie</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Article 3</p> <p>1. La fabrication, la mise sur le marché et l'utilisation des substances qui figurent sur la liste de l'annexe I soit en tant que telles, soit dans des mélanges, soit dans des articles, sont interdites, sous réserve de l'article 4.</p> <p>[Le PFOS est inscrit à l'annexe I.]</p> <p>Article 4</p> <p>1. L'article 3 n'est pas applicable dans les cas suivants:</p> <p>b) lorsqu'il s'agit d'une substance présente dans des substances, mélanges ou articles sous forme de contaminant non intentionnel à l'état de trace, tel que précisé dans les entrées pertinentes des annexes I et II.</p> <p>Annexe I</p> <p>1. Aux fins de cette entrée, l'article 4, paragraphe 1, point b), s'applique aux PFOS en concentration égale ou inférieure à 10 mg/kg (0,001 % en masse) dans des substances ou des mélanges.</p>
<p>Constats :</p> <p>Les seuls émulseurs présents sur le site sont contenus dans les extincteurs. Ces émulseurs sont les seules substances comportant des Pfas présents de manière intentionnelle dans l'installation. L'exploitant indique que son fournisseur confirme la présence de Pfas dans ces extincteurs, mais ceux-ci ne seraient que des Pfas autorisés actuellement, c'est à dire avec une chaine de 6 carbones perfluorés (dit « C6 », contre 8 pour le PFOS).</p> <p>Un extincteur est examiné par sondage, à l'accueil du site : l'extincteur de 6L d'eau additivée</p>

<p>distribué par la société FYRO contient un additif de type BSX 233, Pfas effectivement en C6. Si ces Pfas restent autorisés, ils représentent toutefois une source très significative de rejets : l'inspection attire l'attention de l'exploitant sur la nécessité de prévenir les rejets des eaux polluées par ces extincteurs notamment en cas de formation, d'entretien périodique ou d'utilisation en situation réelle.</p> <p>L'absence de PFOS devra être vérifiée sur la totalité du parc d'extincteur du site.</p> <p><i>Pas d'écart constaté</i></p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 9 : Transfert transfrontalier de déchet

Référence réglementaire : Règlement européen du 14/06/2006, article 16
Thème(s) : Risques chroniques, Transfert transfrontalier de déchet
<p>Point de contrôle déjà contrôlé :</p> <ul style="list-style-type: none"> • lors de la visite d'inspection du 15/05/2023 • type de suites qui avaient été actées : Susceptible de suites
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Une fois que les autorités compétentes concernées ont consenti à un transfert notifié, toutes les entreprises concernées remplissent le document de mouvement ou, en cas de notification générale, les documents de mouvement, aux points indiqués, le ou les signent et en conservent une ou des copies [...].</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant déclare ne pas procéder à des transferts transfrontaliers de déchets. Le registre des déchets sortant examiné par sondage pour les batteries au plomb ne montre aucun transfert transfrontalier. L'extraction des données depuis la base trackdéchets pour la période du 1/12/2024 au 1/5/2025 met en évidence l'absence de tels transferts.</p> <p><i>Pas d'écart constaté, non-conformité soldée.</i></p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 10 : Transport et destination des déchets

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 31/05/2021, article 2
Thème(s) : Risques chroniques, Transport et destination des déchets
<p>Point de contrôle déjà contrôlé :</p> <ul style="list-style-type: none"> • lors de la visite d'inspection du 15/05/2023 • type de suites qui avaient été actées : Susceptible de suites
Prescription contrôlée :

Les exploitants des établissements produisant ou expédiant des déchets tiennent à jour un registre chronologique où sont consignés tous les déchets sortants.

Le registre des déchets sortants contient au moins les informations suivantes [...] :

d) Concernant la gestion et le transport du déchet :

- la raison sociale et le numéro de SIREN de l'éco-organisme si le déchet est pris en charge par un éco-organisme mis en place dans le cadre d'une filière à responsabilité élargie du producteur définie à l'article L. 541-10-1 du code de l'environnement ;

- la raison sociale, le numéro SIRET et l'adresse du ou des transporteurs qui prennent en charge le déchet, ainsi que leur numéro de récépissé mentionné à l'article R. 541-53 du code de l'environnement ;

- la raison sociale et le numéro SIRET du courtier ou du négociant ainsi que leur numéro de récépissé mentionné à l'article R. 541-56 du code de l'environnement, si le déchet est géré par un courtier ou un négociant ;

e) Concernant la destination du déchet :

- la raison sociale, le numéro SIRET et l'adresse de l'établissement vers lequel le déchet est expédié ;

- le code du traitement qui va être opéré dans l'installation vers laquelle le déchet est expédié, selon les annexes I et II de la directive 2008/98/CE relative aux déchets ;

- la qualification du traitement final vis-à-vis de la hiérarchie des modes de traitement définie à l'article L. 541-1 du code de l'environnement ;

- le cas échéant, le numéro du document prévu à l'annexe VII du règlement (CE) 1013/2006 susvisé ou le numéro de notification et numéro de saisie du document prévue à l'annexe I-B du règlement (CE) 1013/2006 susvisé ;

- le cas échéant, le code de traitement mentionné à l'annexe IV de la Convention de Bâle susvisée.

Constats :

L'exploitant tient un registre chronologique des déchets sortants sous forme d'un tableur excel, il complète cet outil avec une base de données via le logiciel Ecorec fourni par la société KERLOG (78). La conformité réglementaire des transporteurs et des installations de traitements est vérifiée via l'application Trackdéchet.

Lors de la visite d'inspection, il est demandé par sondage de vérifier la traçabilité des envois des batteries au plomb et de présenter les autorisations d'une installation de traitement final : l'exploitant présente son registre sous format excel et accède à la fiche d'une des installations de traitement de ce type de déchets « Artois métaux », qui dispose effectivement des autorisations préfectorales nécessaires.

Pas d'écart constaté

Type de suites proposées : Sans suite

N° 11 : Moyens de lutte contre l'incendie

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/11/2012, article 20
Thème(s) : Risques accidentels, Moyens de lutte contre l'incendie
<p>Point de contrôle déjà contrôlé :</p> <ul style="list-style-type: none"> • lors de la visite d'inspection du 15/05/2023 • type de suites qui avaient été actées : Susceptible de suites
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'installation est dotée de moyens de lutte contre l'incendie appropriés aux risques et conformes aux normes en vigueur, notamment :</p> <p>- [...] ;</p> <p>- d'un ou plusieurs appareils d'incendie (prises d'eau, poteaux par exemple) d'un réseau public ou privé [...] implantés de telle sorte que tout point de la limite de l'installation se trouve à moins de 100 mètres d'un appareil permettant de fournir un débit minimal de 60 mètres cubes par heure pendant une durée d'au moins deux heures [...]. L'exploitant est en mesure de justifier au préfet la disponibilité effective des débits d'eau ainsi que le dimensionnement de l'éventuel bassin de stockage ;</p> <p>- d'extincteurs répartis à l'intérieur de l'installation lorsqu'elle est couverte, dans les lieux présentant des risques spécifiques [...] ;</p> <p>[...] L'exploitant s'assure de la vérification périodique et de la maintenance des matériels de sécurité et de lutte contre l'incendie conformément aux référentiels en vigueur.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant présente les résultats des vérifications périodiques transmise par la mairie de Dreux (mail du 22/11/2022) :</p> <p>pour le poteau incendie 156 du 24 rue des osmeaux : le débit a été vérifié le 14/4/22 à 110m3/h sous 1 bar,</p> <p>pour le poteau incendie 285 , rue des osmeaux également : le débit a été vérifié le 14/4/22 à 110m3/h sous 1 bar.</p> <p>Constat :</p> <p>Le volume minimal nécessaire de 60 m3/h pendant une durée d'au moins deux heures, soit 120 m3 n'a pas été vérifié : l'exploitant s'assure auprès de la mairie de la disponibilité de ce volume.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat formulé.</p>

Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 60 jours

N° 12 : Attestation de capacité

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 02/05/2012, article 14 - Annexe I
Thème(s) : Risques chroniques, Attestation de capacité
<p>Point de contrôle déjà contrôlé :</p> <ul style="list-style-type: none"> • lors de la visite d'inspection du 15/05/2023 • type de suites qui avaient été actées : Susceptible de suites
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant du centre VHU est tenu de disposer de l'attestation de capacité mentionnée à l'article R. 543-99 du code de l'environnement. Cette attestation est de catégorie V conformément à l'annexe I de l'arrêté du 30 juin 2008 susvisé.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant présente l'attestation de capacité n° FF0945E89 délivré par la société Dekra pour la période du 23/6/2024 au 22/6/2029. Cette attestation concerne bien le site de Dreux et est de catégorie V.</p> <p>Les attestations de formation individuelles de 3 employés du site, délivrées par la société APAVE le 23/11/2022 comportant les attestations d'aptitudes validées pour la catégorie V sont également présentées à l'inspection.</p> <p><i>Pas d'écart constaté, non conformité soldée.</i></p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 13 : Plan d'alerte et de secours

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/03/2012, article 22
Thème(s) : Risques accidentels, Plan d'alerte et de secours
<p>Point de contrôle déjà contrôlé :</p> <ul style="list-style-type: none"> • lors de la visite d'inspection du 15/05/2023 • type de suites qui avaient été actées : Susceptible de suites
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant établit et tient à jour le plan de positionnement des équipements d'alerte et de</p>

secours ainsi que les plans des locaux, qu'il tient à disposition des services d'incendie et de secours, ces plans devant mentionner, pour chaque local, les dangers présents [...].

Constats :

L'exploitant dispose d'un plan d'intervention, réalisé par la société ECOPI et daté du 7/3/2023. Le plan est notamment affiché dans la zone bureau.

Le plan ne présente pas l'ensemble des dangers, en particulier les cuves fioul et gasoil situées près de l'entrée n'y figurent pas, aucun pictogramme de produit inflammable ou dangereux n'est présent. L'exploitant précise qu'une étude est en cours pour définir si le site présente des zones ATEX, le livrable est attendu d'ici cet été. Si de telles zones sont identifiées, elles doivent être reportées sur le plan d'intervention.

Constat : Le plan d'intervention doit être complété.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat formulé.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant

Proposition de délais : 60 jours

N° 14 : Consignes d'exploitation et de sécurité

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/03/2012, article 24

Thème(s) : Risques accidentels, Consignes d'exploitation et de sécurité

Point de contrôle déjà contrôlé :

- lors de la visite d'inspection du 15/05/2023
- type de suites qui avaient été actées : Susceptible de suites

Prescription contrôlée :

Sans préjudice des dispositions du code du travail, des consignes sont établies, tenues à jour et affichées dans les lieux fréquentés par le personnel.

Ces consignes indiquent notamment :

- l'interdiction d'apporter du feu sous une forme quelconque, sauf délivrance préalable d'un permis de feu ;
- l'interdiction de tout brûlage à l'air libre ;
- l'obligation du « permis d'intervention » pour les parties concernées de l'installation ;
- les procédures d'arrêt d'urgence et de mise en sécurité de l'installation (électricité, réseaux de

<p>fluides) ;</p> <ul style="list-style-type: none"> - les mesures à prendre en cas de fuite sur un récipient ou une tuyauterie contenant des substances dangereuses ; - les modalités de mise en œuvre des dispositifs d'isolement du réseau de collecte, prévues à l'article 39 ; - les moyens d'extinction à utiliser en cas d'incendie ; - la procédure d'alerte avec les numéros de téléphone du responsable d'intervention de l'établissement, des services d'incendie et de secours, etc. ; - les modes opératoires ; - la fréquence de vérification des dispositifs de sécurité et de limitation ou de traitement des pollutions et nuisances générées ; - les instructions de maintenance et de nettoyage ; - l'obligation d'informer l'inspection des installations classées en cas d'accident. <p>L'exploitant justifie la conformité avec les prescriptions du présent article en listant les consignes qu'il met en place et en faisant apparaître la date de dernière modification de chacune.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant dispose de consignes affichées, qui reprennent les obligations du code du travail. Les consignes reprenant a minima l'ensemble des dispositions spécifiées à l'article 24 de l'arrêté ministériel du 26/03/2012 doivent être établies et affichées.</p> <p>Le numéro de téléphone à utiliser pour contacter la DREAL est celui de l'UD-DREAL 28, soit le 02.37.20.50.50. En cas d'incident hors horaires travaillés, la DREAL est à joindre via le standard de la préfecture 02.37.27.72.00.</p> <p>En raison de la situation de l'établissement, en zone bleue du PPRI, les consignes de sécurité comporteront également les procédures à suivre en cas de montée des eaux ou d'annonce de crue.</p> <p>Constat : L'exploitant ne dispose pas de consignes comportant l'ensemble des éléments nécessaires.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat formulé.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant</p>
<p>Proposition de délais : 60 jours</p>

N° 15 : Stockage des déchets

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 08/10/2019, article 5.3.4
Thème(s) : Risques chroniques, Stockage des déchets
Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none">• lors de la visite d'inspection du 15/05/2023• type de suites qui avaient été actées : Susceptible de suites
Prescription contrôlée : <p>Les aires de réception, de transit, regroupement, de tri et de préparation en vue de la réutilisation des déchets doivent être distinctes et clairement repérées. Les zones d'entreposage sont distinguées en fonction du type de déchet, de l'opération réalisée (tri effectué ou non par exemple) et du débouché si pertinent (préparé en vue de la réutilisation, combustible, amendement, recyclage par exemple).</p> <p>L'exploitant dispose de moyens nécessaires pour évaluer le volume de ses stocks (bornes, piges, etc.).</p> <p>La hauteur des déchets entreposés n'excède pas 3 mètres si le dépôt est à moins de 100 mètres d'un bâtiment à usage d'habitation. Dans tous les cas, la hauteur n'excède pas six mètres [...].</p>
Constats : <p>Des pictogrammes ont été ajoutés aux numéros de chaque cellule pour identifier les types de déchets assignés à chaque zone d'entreposage.</p> <p>L'exploitant a peint sur les extrémités des murs de séparation des cellules des repères verticaux, avec alternance de bandes jaunes et noires de 50 cm par couleur pour visualiser le volume approximatif des cellules.</p> <p><i>Pas d'écart constaté, non-conformité soldée.</i></p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 16 : Installations électriques

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 08/10/2019, article 8.4.2
Thème(s) : Risques accidentels, Installations électriques
Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none">• lors de la visite d'inspection du 15/05/2023• type de suites qui avaient été actées : Susceptible de suites
Prescription contrôlée : <p>Les installations électriques doivent être conçues, réalisées et entretenues conformément aux</p>

normes en vigueur [...].
Une vérification de l'ensemble de l'installation électrique est effectuée au minimum une fois par an par un organisme compétent qui mentionnera très explicitement les déficiences relevées dans son rapport. L'exploitant conservera une trace écrite des éventuelles mesures correctives prises.
Constats : L'exploitant présente le dernier rapport de vérification périodique des installations électriques. Ce Q18 (réf 962SC/24/922) a été établi par la société Socotec le 12/03/2024, avec une fin de mission le 20/02/2024. L'exploitant présente le devis accepté avec bon pour accord en date du 3/6/2025 transmis à la société Socotec Équipement. Constat : La périodicité de 1 an pour le contrôle des installations électriques n'est pas respectée.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat formulé.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 60 jours

N° 17 : Entretien du séparateur d'hydrocarbures

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 08/10/2019, article 4.3.4
Thème(s) : Risques chroniques, Entretien du séparateur d'hydrocarbures
Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none"> • lors de la visite d'inspection du 15/05/2023 • type de suites qui avaient été actées : Susceptible de suites
Prescription contrôlée : Les eaux pluviales susceptibles d'être significativement polluées du fait des activités menées par l'installation industrielle, notamment par ruissellement sur les voies de circulation, aires de stationnement, de chargement et déchargement, aires de stockage et autres surfaces imperméables, sont collectées par un réseau spécifique et traitées par un ou plusieurs dispositifs de traitement adéquat permettant de traiter les polluants en présence. [...] Les opérations de contrôle et de nettoyage des équipements sont effectués à une fréquence adaptée. [...] Les bordereaux de traitement des déchets détruits ou retraités sont mis à la disposition de l'inspection des installations classées.

Constats : L'exploitant présente le bordereau de suivi des déchets du curage du séparateur d'hydrocarbures référencé BSD-20250407-WPT8NGVV3, du 16 avril 2025. La périodicité d'entretien est conforme. L'exploitant ne dispose pas du rapport de réception des travaux sur le séparateur aidés par l'agence de l'eau Seine-Normandie. Il présente les demandes de versements à l'agence de l'eau des 29 /09/2016, 11/01/2017 et 15/06/2017 relatifs à ces deux conventions, accompagnés du détail des tranches de travaux correspondants. Pas d'écart constaté, non-conformité soldée.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 18 : Prévention du risque inondation

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 08/10/2019, article 4.1.1.4
Thème(s) : Risques chroniques, Prévention du risque inondation
Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none"> lors de la visite d'inspection du 15/05/2023 type de suites qui avaient été actées : Susceptible de suites
Prescription contrôlée : Les installations de la société VESSIERE RECUPERATION ET RECYCLAGE sont implantées en totalité en zone d'aléa important (zonage bleue) définies par le Plan de Prévention des risques d'inondation de la rivière « BLAISE » approuvé par l'arrêté préfectoral du 9 novembre 2005 [...].
Constats : Le site se trouve en totalité en zone bleue du PPRI. Les citernes de produits dangereux ne sont pas arrimées, contrairement aux dispositions applicables pour les stockages de produits dangereux ou polluants en zone bleue du PPRI. Constat : Les prescriptions applicables à la zone bleue du PPRI ne sont pas respectées.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat formulé. En cas de sollicitation de délais de mise en œuvre des actions correctives en réponse à ce constat, l'exploitant transmet à l'inspection des installations classées un plan d'actions dûment motivé.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 60 jours